

## Pétrole : l'OPEP a 60 ans mais pas toutes ses dents...



L'OPEP célèbre ses 60 ans mais l'organisation a perdu son influence. Que reste-t-il de la dimension politique de l'OPEP ? Comment les membres de l'OPEP peuvent enrayer la chute de l'influence de l'organisation ?

Avec Stephan  
Silvestre

### Atlantico.fr : À 60 ans, l'OPEP est-elle une vieille dame usée ?

**Stephan Silvestre** : L'OPEP est née en 1960, dans un contexte de Guerre Froide et de décolonisation. À cette époque, les nouvelles nations issues de cette décolonisation cherchent à se développer en profitant de la manne de leurs matières premières. Celles-ci étaient jusque là exploitées par les sociétés occidentales et le sont encore à ce moment. Il s'agit donc de reprendre le contrôle de ces ressources, voire de prendre une revanche sur les anciens colonisateurs. Les leaders de ces pays cherchent aussi à asseoir leur légitimité sur les victoires qu'ils peuvent infliger à leurs anciennes puissances de tutelle. Ainsi, l'idée de constituer un cartel du pétrole susceptible de tenir tête aux Occidentaux séduit de nombreux pays, individuellement en position de faiblesse face à leurs puissants clients.

Et cette idée fera ses preuves, avec le fameux coup de poker du choc pétrolier de 1973, qui entraînera un triplement du prix du baril sous l'effet du resserrement de la production des pays membres du cartel. Ce succès entretiendra pendant très longtemps l'impression que les pays producteurs pouvaient contrôler les prix et tenir les Occidentaux à la gorge. En réalité, cette impression était assez illusoire. Pour commencer, le second choc de 1979 n'a pas été provoqué par la volonté concertée des pays producteurs, mais par une spéculation financière dans le contexte de la guerre Iran-Irak. Ensuite, la flambée du prix en 1979-1980 laissera place à un contrechoc et un long effondrement des cours, divisés par six à la fin des années 1990. Il faudra attendre la flambée de la demande de la Chine et des pays émergents, et non une stratégie concertée de l'OPEP, pour que les prix repartent à la hausse dans les années 2000.

Entre-temps, les rapports de force internationaux ont considérablement évolué. Le clivage entre pays Occidentaux/clients et Pays en Voie de Développement/producteurs a progressivement laissé place à un monde multipolaire et mondialisé dans lequel les intérêts sont beaucoup plus entremêlés : les Occidentaux ont su minimiser leur dépendance, les gros consommateurs sont aussi des pays en développement, les pays du Moyen-Orient dépendent aussi du support technologique, financier et militaire de leurs clients et certains possèdent eux-mêmes d'importants actifs chez leurs clients (Emirats Arabes Unis, Qatar, Koweït). De fait, l'OPEP ne peut plus actionner les mêmes leviers que par le passé et elle doit savoir faire preuve de modération.

De plus, son rôle de gardien des réserves mondiales de pétrole (l'organisation possède les  $\frac{3}{4}$  des réserves prouvées) a été fortement ébranlé par la découverte de nouveaux gisements à travers le monde, rendus exploitables grâce à de nouvelles technologies (offshore profond, grand Nord, huiles de schiste, récupération assistée, sables bitumineux, etc.). Les marchés ont compris que l'important n'était pas la taille des réservoirs, mais la technologie maîtrisée par les exploitants et leur capacité à augmenter rapidement leur production.

---

Or, dorénavant, seule l'Arabie Saoudite dispose d'une marge de manœuvre significative, tous les autres produisant près de leurs capacités maximales.

## **Que reste-t-il de la dimension politique de l'OPEP ? Son rôle de régulateur des volumes de production a-t-il encore une signification ?**

L'organisation est très désunie, d'une part entre deux lignes stratégiques opposées (les productivistes et les frugaux) et d'autre part entre les deux sphères musulmanes, sunnite (Arabie Saoudite, Émirats Arabes, Koweït) et chiite (Iran, Irak), dont les querelles dans les conflits armés (Syrie, Yémen, Libye, Liban...) se retrouvent dans les réunions de l'OPEP. À cela s'ajoute la dimension symbolique de plus en plus marquée du refus de chaque obéissance de se voir dicter sa conduite par l'autre. Cette situation a grandement contribué à la paralysie du cartel au cours des dernières années.

Quant à la régulation de la production, l'expérience de ces dernières années a montré les limites de l'organisation : les négociations achoppent régulièrement sur les divergences de vue des membres, les quotas font l'objet de nombreuses dérogations et sont très souvent enfreints. Il aura fallu attendre l'alliance avec la Russie et ses amis en 2016 pour parvenir à un embryon de contrôle du marché. Mais cette entente n'aura pas résisté à la pression du marché (désaccord russo-saoudien de février 2020) et à la crise sanitaire de cette année.

En tant qu'organisation internationale, l'OPEP reste néanmoins un cercle diplomatique assez efficace, siège de nombreuses discussions internationales. Mais cet outil est surtout utilisé par les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), les Iraniens préférant, eux, le Forum des Pays Exportateurs de Gas (GECF), plus proche de ses positions.

## **Dans le contexte actuel, que doivent faire les membres de l'OPEP pour enrayer la chute de l'influence de l'organisation ?**

Le problème pour l'OPEP, c'est que sa part de marché (environ 35% des exportations mondiales) est trop faible pour s'assurer d'un véritable contrôle des prix. L'offre est extrêmement morcelée à travers le monde et les consommateurs peuvent assez facilement trouver d'autres fournisseurs.

La seule parade dont dispose l'OPEP est donc d'attirer de nouveaux alliés. C'est la raison pour laquelle l'Arabie Saoudite s'est rapprochée de la Russie et ses alliés en 2016 pour les associer au cartel. Mais les négociations furent tendues, les quotas obtenus pas toujours respectés et, finalement, la rivalité commerciale entre les deux producteurs éclata de nouveau début 2020.

Le cartel cherche donc de nouveaux alliés susceptibles de le rejoindre. Mais son attractivité reste très faible : quel pays oserait franchir le pas d'une organisation dont la seule vocation est de contrôler et réduire la production de ses membres ? Ainsi, en octobre dernier, l'Arabie Saoudite a tenté de convaincre le Brésil de rejoindre le cartel, jusqu'à ce que le gouvernement brésilien fasse savoir que cette option n'était pas d'actualité pour le moment. D'autres petits producteurs pourraient se laisser tenter (Angola, Malaisie, Yémen), mais leur poids est trop faible pour redonner à l'organisation son rôle prépondérant sur le marché.

Toutefois, avec la baisse de la demande qui a commencé en Occident et qui devrait certainement se poursuivre plus tard en Extrême-Orient, l'OPEP retrouvera peut-être sa vocation de défense des intérêts des producteurs, pour peu qu'elle parvienne à enrayer ses dissensions internes.